

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Budget, le 13 juin 1995, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "fixant les dispositions générales applicables au budget et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'au contrôle de la Cour des comptes", a donné le 17 janvier 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 13 juni 1995 door de Minister van Begroting verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot vaststelling van de algemene bepalingen van toepassing op de begroting en de boekhouding van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsook op de controle door het Rekenhof", heeft op 17 januari 1996 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET.Intitulé.

L'intitulé de l'avant-projet ne rend pas suffisamment compte de la totalité du contenu du projet. Il est proposé de le libeller comme suit :

"Projet de loi fixant les dispositions générales applicables au budget, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'au contrôle de la Cour des comptes".

Dispositif.Article 1er.

1. Cette disposition ne présente pas de caractère normatif. Elle doit, dès lors, être omise.

2. Conformément à l'article 83 de la Constitution, il convient d'indiquer à l'article 1er si la matière traitée relève de l'article 77 de la Constitution ou de l'article 78 de celle-ci.

Selon l'article 77, alinéa 1er, 4º, la Chambre des représentants et le Sénat sont compétents sur un pied d'égalité pour les lois spéciales "ainsi que les lois prises en exécution de celles-ci".

.../...

Etant prise en exécution de l'article 50, § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, la loi en projet doit être adoptée selon la procédure prévue à l'article 77 de la Constitution.

L'article 1er de la loi en projet doit en conséquence être rédigé comme suit :

"Article 1er. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution".

Article 4.

La rédaction actuelle de l'article pourrait accréditer l'idée que, chaque année, l'ensemble des prévisions et autorisations budgétaires doivent, tant en recettes qu'en dépenses, être groupées dans un projet unique de décret ou d'ordonnance. Toutefois, comme les auteurs du projet ne paraissent pas partager une telle conception du principe d'unité budgétaire, force est de constater que l'article ne fait rien d'autre que de paraphraser assez maladroitement l'article 50, § 1er, alinéas 1er et 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions. Etant à la fois inutile et ambigu, l'article doit, dès lors, être omis.

Il y a lieu d'adapter la numérotation des autres articles du projet.

.../...

Article 5.

1. Il n'y a pas lieu de diviser cet article en paragraphes. Il convient de remplacer les "§ 1er" et " § 2" par "1º" et "2º" et de subdiviser le 1º en a) et b).

2. Il convient d'attirer l'attention des auteurs du projet sur le fait qu'en prévoyant que le rattachement des dépenses à un budget s'opère suivant le système de l'exercice sans assortir ce principe de tempéraments semblables à ceux prévus par l'article 6 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, le paragraphe 1er, 1º, devenant le 1º, a), impose aux Régions et aux Communautés de grever leur budget de dépenses futures qui n'ont manifestement aucun lien économique avec l'exercice considéré.

3. En n'attribuant qu'un caractère indicatif (1) - et donc non limitatif - aux montants des dépenses dont le budget des Communautés, des Régions ou de la Commission communautaire commune prévoit la liquidation au cours de l'année considérée, l'article 5, § 1er, 2º, devenant l'article 5, 1º, b), appelle de nettes réserves. En effet, comme aucun article du projet ne règle l'effet, sur les crédits votés, de l'échéance de l'année budgétaire, le régime envisagé par la disposition à l'examen offre aux organes exécutifs des Communautés et des Régions la possibi-

(1) Voyez le terme "estimation".

lité de se constituer et de détenir un véritable portefeuille de projets de dépenses qui, bien qu'anciennement votés, peuvent être librement mis à exécution, sans plus consulter l'assemblée élue, alors qu'en affirmant les principes de l'annualité et de la primauté des assemblées en matière budgétaire, l'article 50, § 1er, alinéa 1er de la loi spéciale du 16 janvier 1989 impose au contraire de ne pas admettre sans limite toute prolongation des possibilités d'exécution de l'autorisation budgétaire. Le projet doit être amendé de manière à rencontrer cette objection.

Sous réserve de cette observation, le texte néerlandais du projet devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

CHAPITRE III.

Ce chapitre appelle deux observations fondamentales.

1. Si, en ses articles 6, § 2, alinéa 1er, et 9, le projet impose à chacune des institutions visées à l'article 2 d'établir annuellement, conformément à un plan comptable, un bilan, un compte de résultats ainsi qu'un compte de récapitulation des opérations budgétaires, la plupart des règles qui sont appelées à former ledit plan (1) ne figurent cependant pas dans le chapitre III mais feront, selon l'article 6, § 1er, l'objet d'un accord de coopération entre l'Etat, les Communautés, les Régions et la Commission communautaire commune.

(1) Voyez toutefois les articles 7 et 8 du projet.

L'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ne permet de conclure d'accord de coopération que dans le respect des règles établies par ou en vertu de la Constitution pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions. Nonobstant l'assentiment législatif dont il ferait éventuellement l'objet (1), un accord de coopération dont la conclusion provoquerait l'abandon, la restitution ou l'échange de compétences ainsi attribuées ne pourrait pas davantage trouver de fondement dans l'article 92bis de la loi spéciale que dans les dispositions constitutionnelles répartitrices de compétences qu'il méconnaîtrait (2).

Afin de ne pas conduire à l'organisation de l'une de ces formes de coopération interdites, la conclusion d'un accord de coopération implique donc que chaque partie contractante dispose d'une compétence propre sur la matière qui en forme l'objet. A cette condition, il n'est, en l'espèce, manifestement pas satisfait puisque, selon l'article 50, § 2, alinéa 1er, de la loi spéciale du 16 janvier 1989, la détermination des dispositions générales applicables à la comptabilité des Communautés et des Régions n'entre nullement dans les attributions de ces entités fédérées mais relève exclusivement de la compétence du législateur fédéral.

(1) Cour d'arbitrage, arrêt 17/94 du 3 mars 1994, considérant B.5.3.

(2) Avis L. 18.638/VR donné le 13 juillet 1988 sur un projet devenu la loi du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, Doc. Parl., Chambre, 516/1-1988, pp. 51-52.

2. L'autre observation concerne l'article 11 du projet.

Afin d'éviter toute contradiction avec l'article 50, § 1er, alinéa 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 (1) et de rendre plus clairement compte des intentions des auteurs du projet, les mots "auxquels ne s'appliquent que les dispositions relatives à la comptabilité économique" seraient avantageusement remplacés par les mots "auxquels ne s'appliquent pas les dispositions relatives au compte de récapitulation des opérations budgétaires".

Par ailleurs, l'article examiné habilite les Communautés et les Régions à déterminer par décret ou par ordonnance ceux des services auxquels ne s'appliquent pas les dispositions relatives au compte de récapitulation des opérations budgétaires. Il s'agit là d'une subdélégation générale de compétence à laquelle le législateur ordinaire ne peut procéder.

Deux solutions sont concevables :

- a) ou bien le législateur spécial attribue en ce domaine une compétence particulière aux Communautés et aux Régions,

(1) Le respect de cette disposition de la loi spéciale implique en effet que la dispense dont question à l'article 11 ne concerne que le compte visé à l'article 9, 3°, et non celui dont l'article 10 prévoit l'établissement.

- b) ou bien le législateur ordinaire explicite davantage sa pensée et détermine lui-même les conditions précises auxquelles les services doivent satisfaire pour pouvoir bénéficier du régime dérogatoire.

En conclusion, le chapitre III doit être fondamentalement revu de manière à y faire figurer l'ensemble des dispositions générales relatives à la comptabilité des Communautés et des Régions et l'article 11 doit être revu dans le sens indiqué.

Article 12.

1. En se bornant à affirmer la compétence de la Cour des comptes en matière de contrôle des recettes, des dépenses ainsi que des comptes, sans apporter la moindre précision quant à la nature, à l'étendue et aux modalités de la mission confiée à la Cour, le paragraphe 1er ne satisfait pas vu son caractère lacunaire, au prescrit de l'article 50, § 2, alinéa 1er, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 lequel impose au législateur ordinaire de déterminer les dispositions générales qui, pour les Communautés et les Régions, régleront l'organisation du contrôle exercé par la Cour des comptes.

Le paragraphe 1er doit donc être revu. La remarque s'applique également à la manière dont le paragraphe 2, alinéa 1er, met en oeuvre l'article 50, § 2, alinéa 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989.

.../...

2. Contrairement à ce qu'il prévoit pour les comptables, le paragraphe 3, alinéa 1er, s'abstient de rendre applicable aux ordonnateurs délégués des services des gouvernements communautaires et régionaux le régime spécial de responsabilité organisé par l'article 9 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes. Cette omission doit être réparée ou, si elle est volontaire, dûment justifiée dans l'exposé des motifs.

3. Des travaux préparatoires de la loi spéciale du 16 janvier 1989 (1), il résulte que les pouvoirs conférés au législateur fédéral par l'article 50, § 2, de ladite loi visent non pas à énoncer des dispositions dont les Communautés et les Régions pourraient librement accepter ou refuser l'application, mais à définir en matière budgétaire, comptable et financière, un ensemble de règles, d'exigences minimales que les entités fédérées ne peuvent que compléter ou renforcer par des règles spécifiques plus précises ou plus contraignantes.

Vu le caractère supplétif de la règle qu'il énonce à l'égard des Communautés et des Régions, le paragraphe 3, n'entre pas dans les prévisions de l'article 50, § 2, alinéa 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 et doit, dès lors, être fondamentalement revu.

(1) Doc. Parl., Chambre, 635/18 - 88/89, pp. 541 à 543; Doc. Parl., Sénat, 562-2 (1988-1989), p. 171.

4. En outre, le paragraphe 3, alinéa 2, appelle une critique semblable à celle formulée au sujet de l'article 11 du projet.

Articles 20 et 21.

1. En ce qui concerne l'article 20, § 2, il est fait référence à l'observation n° 1 formulée lors de l'examen du chapitre III du projet.

2. Ni l'article 50, § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989, ni aucune autre disposition répartitrice de compétences ne confie au législateur fédéral le pouvoir de déterminer, même à titre transitoire ou provisoire, dans les législations relatives à la comptabilité de l'Etat, à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes et au contrôle des organismes d'intérêt public les règles qui, sans constituer des dispositions générales au sens de l'article 50, § 2 précité, resteront néanmoins applicables aux entités fédérées après l'entrée en vigueur du présent projet. Comme ils excèdent les compétences laissées à l'Etat en matière d'organisation budgétaire et financière des Communautés et des Régions, les articles 20, § 3, et 21 du projet doivent être omis.

.../...

Observations finales.

1. La division d'un article en paragraphes suppose qu'au moins l'un de ceux-ci comporte plusieurs alinéas. Dans le cas contraire, la division en alinéas suffit. En tout état de cause, lorsque l'emploi de paragraphes s'impose, il faut commencer l'article avec le paragraphe 1er, sans aucun liminaire.

2. Sous réserve de ces observations, il y a lieu, au paragraphe 2 de l'article 6, de remplacer in fine "§ 1" par "§ 1er". La même observation vaut pour l'article 20, § 2. Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Sous réserve de cette observation, il y a lieu d'écrire, à l'article 7, alinéa 3, "Les règles visées dans les alinéas 1er et 2" au lieu de "Les règles visées dans les alinéa 1 et 2".

4. Le texte néerlandais de l'article 12, § 2, alinéa 2, devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

5. Au paragraphe 3 de l'article 19, il faut écrire "Le délai fixé au § 1er ...", non "Le délai fixé au § premier ...".

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.Opschrift.

Het opschrift van het voorontwerp houdt niet voldoende rekening met de hele inhoud van het ontwerp. De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Ontwerp van wet tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begroting, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsook voor de controle door het Rekenhof".

Bepalend gedeelte.Artikel 1.

1. Deze bepaling heeft niet de aard van een rechtsregel. Zij dient derhalve te vervallen.

2. Overeenkomstig artikel 83 van de Grondwet behoort in artikel 1 vermeld te worden of de aangelegenheid die het regelt, valt onder de toepassing van artikel 77 van de Grondwet of van artikel 78 ervan.

Overeenkomstig artikel 77, eerste lid, 4º, zijn de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat gelijkelijk bevoegd voor de bijzondere wetten "evenals de wetten ter uitvoering hiervan".

.../...

Aangezien de ontworpen wet uitgevaardigd wordt ter uitvoering van artikel 50, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, dient zij aangenomen te worden volgens de procedure bepaald in artikel 77 van de Grondwet.

Artikel 1 van de ontworpen wet dient bijgevolg als volgt gesteld te worden :

"Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet".

Artikel 4.

De huidige redactie van het artikel kan de indruk wekken dat alle begrotingsramingen en -machtigingen, zowel inzake ontvangsten als uitgaven, jaarlijks samengevoegd dienen te worden in één enkel ontwerp van decreet of ordonnantie. Hoewel de stellers van het ontwerp weliswaar niet zulk een opvatting lijken te hebben over het beginsel van eenheid van de begroting, kan men niet anders dan vaststellen dat het artikel alleen maar vrij onhandig artikel 50, § 1, eerste en derde lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1984 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten parafraseert. Aangezien het artikel zowel overbodig als onduidelijk is, dient het te vervallen.

De overige artikelen van het ontwerp dienen te worden vernummerd.

.../...

Artikel 5.

1. Dit artikel moet niet in paragrafen worden onderverdeeld. De vermeldingen "§ 1" en "§ 2" behoren vervangen te worden door de vermeldingen "1°" en "2°" en 1° moet worden onderverdeeld in a) en b).

2. De aandacht van de stellers van het ontwerp behoort te worden gevestigd op het feit dat in zoverre paragraaf 1, 1°, die 1°, a), wordt, bepaalt dat de uitgaven aan een begroting gekoppeld worden volgens het boekjaar-systeem, maar niet voorziet in correcties op dat beginsel zoals die welke genoemd worden in artikel 6 van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, hij de Gemeenschappen en de Gewesten de verplichting oplegt om hun begroting te bezwaren met toekomstige uitgaven die klaarblijkelijk geen enkele economische band hebben met het desbetreffende boekjaar.

3. Door het louter enuntiatief (1) - en dus niet beperkend - bepalen van het bedrag van de uitgaven, waarvoor de begroting van de Gemeenschappen, de Gewesten of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de vereffening tijdens het desbetreffende jaar voorschrijft, eist artikel 5, § 1, 2°, dat artikel 5, 1°, b), wordt, een groot voorbehoud. Aangezien immers geen enkel artikel van het ontwerp regelt welk gevolg het verstrijken van het begro-

(1) Zie de term "raming".

tingsjaar heeft op de aangenomen kredieten, krijgen de uitvoerende organen van de Gemeenschappen en de Gewesten, door middel van de door de onderzochte bepaling in uitzicht gestelde regeling de mogelijkheid om een echte portefeuille van geplande uitgaven te vormen en onder zich te houden, welke, hoewel zij lang tevoren zijn goedgekeurd, vrij ten uitvoer kunnen worden gelegd zonder dat de gekozen vergadering nog wordt geraadpleegd, terwijl artikel 50, § 1, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989, door de beginselen te bevestigen dat de begroting jaarlijks wordt goedgekeurd en dat in de eerste plaats de vergaderingen daarvoor bevoegd zijn, daarentegen voorschrijft dat het verlengen van de mogelijkheden tot tenuitvoerlegging van de goedgekeurde begroting niet onbeperkt moet worden toegestaan. Het ontwerp dient gewijzigd te worden teneinde dit bezwaar te ondervangen.

Onder voorbehoud van deze opmerking schrijve men "ter uitvoering van" in plaats van "in uitvoering van". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

HOOFDSTUK III.

Bij dit hoofdstuk behoren twee belangrijke opmerkingen te worden gemaakt.

1. Hoewel artikel 6, § 2, eerste lid, en artikel 9 van het ontwerp, elke van de in artikel 2 genoemde instellingen de verplichting oplegt om jaarlijks overeenkomstig een rekeningstelsel een balans, een resultatenrekening,

.../...

alsook een samenvattende rekening van de begrotingsverrichtingen op te maken, komt het merendeel van de regels waaruit dat stelsel (1) zal bestaan evenwel niet voor in hoofdstuk III, maar zullen deze regels, volgens artikel 6, § 1, worden bepaald in een samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen staat het sluiten van een samenwerkingsakkoord slechts toe met naleving van de regels die zijn vastgelegd door of krachtens de Grondwet, teneinde de onderscheiden bevoegdheden van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten te bepalen. Ondanks de goedkeuring die er eventueel door de wetgevende macht aan gegeven zou worden (2), is voor een samenwerkingsakkoord dat leidt tot afstand, teruggave of uitwisseling van aldus opgedragen bevoegdheden, evenmin rechtsgrond te vinden in artike 92bis van de bijzondere wet, als in de bevoegdheidsverdelende grondwettelijke bepalingen die het zou schenden (3).

(1) Zie evenwel de artikelen 7 en 8 van het ontwerp.

(2) Arbitragehof, arrest 17/94 van 3 maart 1994, considérans B.5.3.

(3) Advies L. 18.638/VR van 13 juli 1988 betreffende een ontwerp dat de wet van 8 augustus 1988 geworden is tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, Gedr. St., Kamer, 516/1-1988, blz. 51-52.

Wil het sluiten van een samenwerkingsakkoord geen aanleiding geven tot het instellen van een van die verboden samenwerkingsverbanden, dan houdt het dus in dat elke partij bij dat akkoord over een eigen bevoegdheid beschikt voor de aangelegenheid waarop het betrekking heeft. In het onderhavige geval is aan die voorwaarde kennelijk niet voldaan, aangezien volgens artikel 50, § 2, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 de vastlegging van de algemene bepalingen die van toepassing zijn op de boekhouding van de Gemeenschappen en de Gewesten helemaal niet behoort tot de bevoegdheid van die deelentiteiten, maar uitsluitend tot die van de federale wetgever.

2. De andere opmerking heeft betrekking op artikel 11 van het ontwerp.

Om elke strijdigheid met artikel 50, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 (1) te voorkomen en de bedoelingen van de stellers van het ontwerp beter tot uiting te laten komen, dienen de woorden "waarop enkel de bepalingen in verband met de economische boekhouding van toepassing zijn", bij voorkeur vervangen te worden door de woorden "waarop de bepalingen omtrent de samenvattende rekening van de begrotingsverrichtingen niet van toepassing zijn".

(1) De naleving van deze bepaling van de bijzondere wet houdt immers in dat de vrijstelling waarvan sprake in artikel 11 slechts betrekking heeft op de rekening bedoeld in artikel 9, 3°, en niet op die waarvan de opmaking geregeld wordt in artikel 10.

Bovendien machtigt het onderzochte artikel de Gemeenschappen en de Gewesten om bij decreet of ordonnantie de diensten te bepalen waarop de bepalingen omtrent de samenvattende rekening van de begrotingsverrichtingen niet van toepassing zijn. Het gaat in dat geval om een algemene subdelegatie van bevoegdheid die niet door de gewone wetgever kan worden gedaan.

Twee oplossingen zijn mogelijk :

- a) ofwel kent de bijzondere wetgever op dat gebied een bijzondere bevoegdheid toe aan de Gemeenschappen en de Gewesten,
- b) ofwel maakt de gewone wetgever zijn bedoeling duidelijker kenbaar en bepaalt hij zelf de precieze voorwaarden, waaraan door de diensten moet worden voldaan om voor de afwijkende regeling in aanmerking te kunnen komen.

De conclusie is dan ook dat hoofdstuk III grondig herzien moet worden zodat alle algemene bepalingen met betrekking tot de boekhouding van de Gemeenschappen en de Gewesten erin worden vermeld en dat artikel 11 herzien moet worden zoals aangegeven.

Artikel 12.

1. Door alleen maar de bevoegdheid van het Rekenhof inzake controle op ontvangsten, uitgaven en rekeningen te bevestigen, zonder evenwel de minste nadere uitleg te geven

.../...

over de aard, de reikwijdte en de nadere regels omtrent de aan het Hof toevertrouwde taak, beantwoordt paragraaf 1 niet, gezien de lacunes ervan, aan wat gesteld wordt in artikel 50, § 2, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989, dat de gewone wetgever opdraagt de algemene bepalingen vast te leggen die voor de Gemeenschappen en de Gewesten de organisatie van de door het Rekenhof uitgeoefende controle zullen regelen.

Paragraaf 1 dient dus herzien te worden. De opmerking geldt eveneens voor de wijze waarop paragraaf 2, eerste lid, uitvoering geeft aan artikel 50, § 2, tweede lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989.

2. In tegenstelling tot wat paragraaf 3, eerste lid, stelt ten aanzien van de rekenplichtigen, laat hij na de bijzondere aansprakelijkheidsregeling, bepaald in artikel 9 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, van toepassing te verklaren op de gemachtigde ordonnateurs van de diensten van de gemeenschaps- en gewestregeringen. Die omissie moet worden verholpen of, als zij opzettelijk is, naar behoren gerechtvaardigd worden in de memorie van toelichting.

.../...

3. Uit de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 16 januari 1989 (1) blijkt dat de bevoegdheden die aan de federale wetgever worden opgedragen bij artikel 50, § 2, van die wet, niet tot doel hebben om bepalingen te formuleren waarvan de toepassing door de Gemeenschappen en de Gewesten in alle vrijheid aanvaard of geweigerd kan worden, maar om voor aangelegenheden in verband met begroting, boekhouding en financiën een geheel van regels, van minimumvereisten te bepalen, die door de deeltentiteiten alleen maar aangevuld of versterkt kunnen worden door middel van specifieke, preciezere of stringenter regels.

Aangezien de regel die paragraaf 3 ten aanzien van de Gemeenschappen en de Gewesten formuleert aanvullend van aard is, behoort hij niet tot het toepassingsgebied van artikel 50, § 2, tweede lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 en dient hij derhalve grondig te worden herzien.

4. Bovendien behoort bij paragraaf 3, tweede lid, een soortgelijke opmerking te worden gemaakt als die welke geformuleerd is voor artikel 11 van het ontwerp.

(1) Gedr. St., Kamer, 635/18 - 88/89, blz. 541 tot 543;
Gedr. St., Senaat, 562-2 (1988-1989), blz. 171.

Artikelen 20 en 21.

1. Wat artikel 20, § 2, betreft, wordt verwezen naar opmerking nr. 1, die geformuleerd is naar aanleiding van het onderzoek van hoofdstuk III van het ontwerp.

2. Noch artikel 50, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989, noch enige andere bevoegdheidsverdelende bepaling machtigt de federale wetgever om, al was het maar bij wijze van overgangsmaatregel of voorlopige maatregel, in de wetten betreffende de rijkscomptabiliteit, de organisatie van de controle door het Rekenhof en de controle op de instellingen van openbaar nut, aan te wijzen welke bepalingen, ook al zijn ze geen algemene bepalingen in de zin van het voornoemde artikel 50, § 2, toch van toepassing blijven op de deelentiteiten na de inwerkingtreding van het onderhavige ontwerp. De artikelen 20, § 3, en 21 van het ontwerp gaan de bevoegdheden te buiten die opgedragen zijn aan de Staat inzake de organisatie van de begroting en van de financiën van de Gemeenschappen en de Gewesten, en dienen bijgevolg te vervallen.

Slotopmerkingen.

1. De onderverdeling van een artikel in paragrafen vooronderstelt dat ten minste een van die paragrafen meerdere leden omvat. In het andere geval volstaat een onderverdeling in leden. Hoe dan ook, wanneer het gebruik

.../...

van paragrafen nodig is, dient men het artikel te beginnen met de eerste paragraaf, zonder inleidende zin.

2. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte opmerkingen schrijve men in de Franse tekst van artikel 6, § 2, in fine, "§ 1er" in plaats van "§ 1". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 20, § 2. In de Nederlandse tekst schrijve men "het in § 1 vermelde ...".

3. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte opmerkingen schrijve men in artikel 7, derde lid, "De in het eerste en het tweede lid bedoelde regels" in plaats van "De in alinea 1 en 2 geïllustreerde regels".

4. In artikel 12, § 2, tweede lid, schrijve men : "Het Rekenhof kan een controle ter plaatse op de boekhouding en op de verrichtingen van die instellingen van openbaar nut organiseren."

5. In paragraaf 3 van artikel 19, schrijve men in de Franse tekst "Le délai fixé au § 1er ...", en niet "Le délai fixé au § premier ...".

La chambre était composée de :

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

J. DE GAVRE,

F. DELPEREE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

De kamer was samengesteld uit :

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. P. ERNOTTE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. X. DELGRANGE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. ERNOTTE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. X. DELGRANGE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

R. ANDERSEN.